

# GUIGNOL ILLUSTRÉ

RÉDACTION ET ADMINISTRATION  
A L'IMPRIMERIE  
40, place de Lyon, 40

JOURNAL PATRIOTIQUE, PARAISSANT LE SAMEDI

BUREAUX DE VENTE  
LIBRAIRIE MÉRA  
13, rue de Lyon, 13

Les manuscrits ne sont pas rendus.

RÉDACTEUR EN CHEF : LÉGION.

On ne reçoit pas d'abonnements.

## LA MANIFESTATION DE GNAFRON.



GUIGNOL. — Eh ben, què que c'est donc que èc carnaval; te trimalles ton nom sus un drapeau, et tricolore, par dessus le marché?

GNAFRON. — Vouï; allons, viens avè moi seulement; te guculeras : *Vive Gnafron!* et ça me fera une manifessation.

GUIGNOL. — Une manifessation! pourquoi faire?

GNAFRON. — Pour me faire Empereur, pardienne! Pisque c'est comme ça maintenant qu'on nomme ceusses que nous font marcher.

GUIGNOL ROI DE LA FÊVE

Eh ! ben, qu'on tâche moyen de m'y rattraper une autre fois à aller tirer les Rois avè les autorités, et à gober la fève.

J'étais entendu avè le père Trancanoir d'aller manger les marrons et boire le vin blanc chez lui. Le père Trancanoir, c'est z'un vieux canut de l'ancien régime que m'a toujours connu ; quand j'étais petit, y me prenait sus ses genoux et m'achetais de gobilles, de fiardes, tout plein d'amusements, quoi, pace que dans ce temps la canuserie gagnait. Maintenant qu'y n'esse dans les roupillards et qu'y peut plus débranler de chez lui, c'est moi que m'en vais le voir à mon tour pour le distraire un peu. Je l'y avais donc promis pour l'y faire plaisir, pis aussi que devait y avoir sa fille, la Jeanne-Marie, une chenuse colombe, allez, les gones. Enfin que c'était convenu que je n'irai.

Bon, ça va bien ; mais velà-t-y pas que je reçois en pleine frimousse une évitation de Grambêta. Ah ! nom d'un rat ! je n'en suis demeuré tout couane. C'est que c'est pas tout le monde que peuvent dîner avè un ministre en viande. Je me pensais ben un peu au père Trancanoir, à la Jeanne-Marie qu'alliont m'attendre toute la veyée au coin du poêle et que les marrons brûleriont, mais après tout, si m'attendent, je les retrouverai ben le lendemain ou une autre jour. Un ministre, c'est pas une crotte de chien. P't être qu'y veut me mettre parfait dans quéque coin, ou ben me donner un tombereau de pleins pouvoirs, ou ben de decollations comme à un officier, enfin je sais pas, moi. Et pis aussi que les ministres, ça mange pas comme les autres, ça doit avoir de fricots rien qu'en sucre et de pain rien que de brioche, ça doit y être bon ! Finablement le guiable de l'orgueil et de la gormandise m'empoque en plein, je tâche de pas penser à la Jeanne-Marie et au père Trancanoir, et je m'en viens chez le Grambêta.

Le velà que me reçoit comme un porquier et que m'enmène dîner dans une grande gargotte toute en miroirs, où qu'on se voyait de tous les côtés et tant qu'y semblait que c'était plein rien que de Guignols et de Grambêtas.

Nous dinons donc, nous tirons les Rois, que c'est moi qu'ai la fève ; nous prenons le café, le pousse-café, les aliqeurs, tout ce que faut. Quand nous sont lancés en plein, voilà-t-y pas mon Grambêta, que vous a une platine comme personne, que commence à faire virer son rouet à complimentations et à me raconter que j'étais Roi, que j'avais plus d'aime que personne, et cèlera. Pis enfin y me glisse en douceur qu'y voudrait faire de collagne avè moi pour le commerce, que pisque j'étais fort sur la canuserie, nous fallait monter une boutique ensemble.

— Voyez-vous, qu'y me dit, vous ne retirez que votre façon, tandis que le négociant, votre patron, empoche tous les bénéfices ; je viens vous proposer un système d'association qui supprime cet intermédiaire ; c'est vous qui devenez le patron. Suivez bien mon raisonnement : nous montons une maison, elle est constituée sous votre nom, vous fournissez les fonds, l'atelier, les métiers, les soies, etc., et vous travaillez ; moi je suis votre représentant : j'administre, j'introduis les clients, je surveille la vente, je donne des ordres aux commis, car il nous faudra des commis. Pour tout cela, vous me donnerez un appointement et la moitié des bénéfices.

— Mais, que je l'y rebrique, si vous commandez, si vous faites la vente, vous n'êtes ben le patron pour de bon.

— Moi, nullement, j'en fais les fonctions, mais je ne le suis pas ; je suis simplement votre employé, et vous me payez comme tel ; donc c'est vous seul qui êtes le négociant.

— Vouï, mais enfin, si je vous paye en plus un intérêt dans la boutique, y me reste quasi pas tant qu'en travaillant pour un négociant.

— Encore une fois, remarquez donc ces bénéfices, quels qu'ils soient, sont ceux du négociant. C'est là le point capital. D'après mon système, vous êtes seul maître, à la fois ouvrier et négociant, et, par conséquent, cumulant les avantages de l'un et de l'autre. Saisissez-vous le principe ?

— Pas encore t't-à-fait, et pis, voyez-vous, dans le commerce, gn'a quéque fois de z'anicroches, et quand on n'a pas assez de saint Frusquain, on risque de faire clincaille.

— Eh bien, on laisse faire et on se retire des affaires. Il n'y a que des maladroits qui perdent en de pareilles occasions.

Pendant que nous n'étions comme ça à japper, v'là un certain particuyer que s'amène et vient se planter

à notre table. Fallait voir ce galavard, un grand dépenché avè de mustaches et un bonnet avè un piquant à la cime, et pis qu'y baffrait et pis qu'y se carait en beau devant de nous. Ça m'embêtait à la fin, et même le Grambêta que me cognais les guiboles par dessous la table, pour me faire sine de gandayer ce pillereau.

Ma foi, ça commence à me sigogner l'horloge du chapotement, et je cherche de chicane à l'autre. Lui, qu'était pas patient non plus, m'engueule dans un charabia à faire peur aux poules :

— Tarteifle, qu'y me dit, foulez-vous me laisser dranguille, mauvaise pedide Frautzose.

Ah ! alors là dessus je me sens plus ; je sis pas capon, moi ; je saute sus le poil à mon gone, sans aregarder si n'était pas le plus fort. Je cogne, y recongne, nous recognons. Cristi ! y n'était solide, le vieux, y m'allongeait de colottes, fallait voir ; mais je canais pas, tout de même. Mais, pendant ce temps, c'te bugne de Grambêta faisait rien que japper :

— Hardi ! Guignol, ne renonce pas. Attention ! tape ici, pare de là !

Tout ça, comme vous m'aginez, ça fesait que m'embarlificoter, je me reconnaissais plus, et v'là-t-il pas justement l'imbecille que prend l'idée de me pousser par les épaules pour m'aider, pensez-voir ça. Je m'entortille dans la nappe, et patatras ! me v'là par terre avè toute la vaisselle, et ce grand guiable de mangeur de choucroute que profite de l'affaire pour me sarabouler le casaquin ; y me fiche une tripotée, si tellement que tout le monde s'amène. On me ramasse, fallait voir ça que je ressemblais : un œil poché, le nez écramaillé et pis tout sansouillé de vin, de sauce et le reste. Quant au Grambêta, y s'était escanné pour pas gêner les mouvements de têtez-y. Tire-toi z'en, vieux.

D'abord, gn'a fallu payer le dîner, pisque le Grambêta y était plus, pis la casse, et c'est pas le tout : v'là t'y pas c'te charipe, que m'avais rencogné, que fait son plainnement et que demande de dommages à intérêt. Elle est forte, celle-là ; comment, j'ai agraffé les zognes, j'ai gâté toutes mes affaires des dimanches, et encore faut payer qui-là que m'a saraboulé ! Et ben par ezemple ! C'était ben ça, tout de même ; nous ous été devant le juge-de-peace, que m'a ben fait payer.

Maginez-vous comme je sis content depuis ce temps-là : j'ose plus aller dans le quarquier, que je passe pour une panosse, un benoni, un cavet ; j'ai pas retourné chez le père Trancanoir ; ça lui ferait trop de peine, à ce pauvre vieux, de savoir mon histoire, et j'ai pas revu la Jeanne-Marie, par à cause de mon œil au beurre noir, que me fait pas joli garçon, allez !

Ah ! nom de nom, de nom d'un chien ! je sis t'y en colère après ce grand pillandrin, et pis encore après ce gone mouvant de Grambêta, que m'a fiché dans la piautre jusqu'au cou. Aye pas peur que je me laisse repincer à faire de joignement avè ce gros bargeois que fait qu'embêter le pauvre monde. Et pis vous, z'enfants, tâchez moyen que ça vous serve de modèle : vous laissez pas embarlificoter par ces feseurs d'embaras, de ministres et autres pots en tas, c'est rien que de z'emboimeurs, de z'emboineurs qu'ébarliaudent les imbeciles et leur sifflent leurs yards, en leur z'y fesant croire qu'y tiennent le guiable dans une fiôle.

Vrai, nous sons trop bêtes de nous laisser mener, chapoter et retourner comme de z'omelettes, par ces piaillards de rave cuite !

GUIGNOL.

BULLETIN DE LA GUERRE.

Le silence qui se fait autour des lignes allemandes, l'immobilité de leur armée du Sud, qui se tient sur la défensive entre Tours et Chartres, font pressentir de leur part des mouvements militaires dont l'effet se manifesterait tout-à-coup. A l'est, le long de la frontière suisse, entre Montbéliard, Delle et Blamont, se sont livrés des engagements sur lesquels on n'a pas de renseignements, mais qui, jusqu'à présent, paraissent sans importance, et n'ont pas amené la levée du siège de Belfort que l'on a en vue. Sur notre gauche, le combat de Chanceaux, au nord-ouest de Dijon, la marche d'un corps prussien de Semur sur Saulieu, semble indiquer le mouvement dont nous indiquions la possibilité dans notre dernier numéro, et par lequel l'ennemi tenterait de nous couper de notre base d'opérations. Mais tout cela est hypothétique, et nous n'avons aucun renseignement ni sur la position des Allemands ni sur celle de Bourbaki, dont on annonçait récemment la présence à Dijon avec 60.000 hommes, forces plus que suffisantes pour arrêter et battre ses adversaires.

Au nord, Manteuffel, poursuivant ses avantages, a dépassé Bapaume ; mais d'après les derniers renseignements, il a été battu après deux jours de combats, et rejeté dans cette place. Malheureusement, il nous faut attendre les événements ultérieurs pour juger de cette victoire, car les dépêches du ministre de la guerre sont rédigées d'une façon si peu militaire, qu'elles nous ont occasionné plus d'une déception.

Le fait saillant de la semaine est l'attaque de Paris par l'armée assiégeante. L'état-major allemand, reconnaissant enfin sa méprise, que nous avons déjà signalée, s'est décidé à renoncer à cette stratégie expectante qui devait amener sa défaite, si nous avions su profiter de ses fautes.

L'attaque a débuté contre les forts de l'Est et le plateau d'Avron. Cette position avancée où nous étions installés en force avec 74 pièces d'artillerie, a dû être abandonnée sous la grêle de projectiles énormes dont l'ennemi l'a accablée en démantelant 12 batteries de siège, établies au Raincy, à Gagny, à Noisy-le-Grand et au port de Gournay. Le succès de cette opération, qui ne pouvait être douteux, et quoique n'ayant plus la même importance qu'il aurait eu il y a trois mois, a néanmoins produit l'effet que nous annonçons dans notre article *Bombardement* (n° 19). Paris a été vivement impressionné de ce résultat, et cette émotion s'est manifestée jusque dans les régions officielles par la convocation des maires appelés à conférer avec le gouvernement sur la situation. Le résultat de la délibération a été unanimement favorable à la résistance ; mais on ne doit pas se dissimuler que les opérations sont entrées dans la période critique, et que le gouvernement de Bordeaux, s'il est énergique et sage, doit tenter des efforts décisifs et proportionnés à la gravité de la situation.

FOLLARD.

LES GROTESQUES.

Encore une nouvelle proclamation de M. Gambetta, et toujours sur la même sérénité : l'homme de Sedan, les arsenaux vides, les intrigues de Bonaparte, l'insolente fortune, l'inviolabilité de Paris, la rude tâche, tous les lieux communs de cette rhétorique des clubs du dixième ordre, délayés dans ce fameux laconisme à 150 lignes pièce.

C'est avec ce hochet bruyant, mais creux, que la nation se distraît de ses malheurs et oublie l'ennemi qui l'écrase.

M. Labouchère, le spirituel correspondant du *Daily-News*, définit cette avocasserie d'une façon très-originale et très-juste : « Un style d'une grandiloquence si vague que l'on ne peut en tirer ni pied ni alle. » Et c'est aussi l'opinion des Parisiens qui, au reçu de chaque dépêche de Bordeaux, s'écrient : « Mais pourquoi Gambetta n'écrit-il pas plus clairement ? »

Ecrire clairement, c'est facile à dire, mais pour cela il faut d'abord concevoir clairement, et malheureusement la tête de M. Gambetta est comme son ballon : très-grosse, mais gonflée de vent. Après tout, nous ne lui en faisons pas un crime, seulement il a tort de vouloir, à tout prix, nous faire prendre sa vessie pour une lanterne.

LES TRISTES.

Ce n'est rien encore, car tout n'est pas plaisant dans les discours de ce ministre de rencontre. Il va jusqu'à s'infliger à lui-même de sévères allusions qui ne seraient que justes, si la honte n'en rejaillissait pas sur la nation.

Quelle ironie plus sanglante que cette phrase où M. Gambetta, après trois mois de désastres et de ruines causés par son incapacité, ose parler de sécurité et de quiétude qu'il nous aurait assurées. La quiétude et la sécurité de la France au 1<sup>er</sup> janvier 1871 qu'est-ce autre chose qu'une parodie du mensonge de 1851 : L'Empire c'est la paix ?

Et quand le ministre de l'intérieur et de la guerre montre la France livrée à deux pouvoirs : « un pouvoir captif, un pouvoir fuyard, » qui donc n'a vu surgir dans son patriotisme désespéré ces deux pouvoirs : l'un captif à Paris, l'autre fuyard à Bordeaux ?

Après l'ironie, l'humiliation, et quelle humiliation : attendre d'un rhéteur l'assurance de nos libertés, comme si ce n'était pas assez que nous les eussions défendues pendant vingt ans contre le despotisme impérial, et comme si la déclaration des droits de l'homme avait besoin de la sanction de M. Gambetta.

Et ce n'est pas tout, après l'humiliation la menace. Un Monsieur qui ne tient son pouvoir de personne, que de son outrecuidance, et qui vient nous promettre une répression énergique dans le cas où nous franchirions les bornes que son bon vouloir et son petit esprit prétendent imposer à l'exercice de nos droits !

Ah ! France ! malheureuse France ! qui, écrasée sous la botte de l'étranger, en est venue à ce dernier degré d'humiliation, d'être tombée de Napoléon III à Gambetta !!!

LÉO.

LES INCREDULES & LES DÉVOTS.

Nous n'aimons pas les discussions religieuses : ce qui tient à la conscience doit être laissé au libre arbitre de chacun. Cependant, il est certains faits que

nous ne pouvons nous empêcher de soumettre à l'appréciation de nos conseillers municipaux, dont les tendances anti-spiritualistes se sont manifestées d'une manière trop publique, pour qu'on puisse hésiter à en parler.

Il y a des hommes qui se sont fait à Paris, dès le premier jour, une réputation éclatante de discipline et de courage : ce sont les mobiles bretons. Or, on assure que ces mobiles faisaient le signe de croix en pleine rue.

Il est un chef qui lutte sans faillir et contre les Prussiens et contre l'émeute; qui est parvenu à se rendre maître de cette population capricieuse, fantasque, taquine, ingouvernable, et lui apprend à supporter un siège. Trochu cependant va à la messe au point que Blanqui le traite de jésuite et de capucin.

Il y a aussi à Paris un orateur, un républicain, qui gouverne sans recourir au mensonge, qui maintient l'ordre et combat l'émeute sans supprimer le droit de réunion. Et pourtant nous tenons d'un témoin oculaire qu'aux funérailles d'un commandant de mobiles tué dans une sortie, Jules Favre est demeuré pendant tout l'office religieux agenouillé et les mains jointes.

Or, nous le demandons à M. Briallou et consorts, sincèrement qui préfèrent-ils, ou les mobiles bretons qui disent leur *Angelus* et battent l'ennemi, ou les volontaires de Belleville qui ne croient pas en Dieu et se font licencier pour lâcheté et immoralité?

En qui auraient-ils plus confiance, au général Gambetta qui joue au scepticisme ou à Trochu qui confesse ses croyances?

Qui croient-ils meilleur patriote, plus libéral, plus franc républicain, ou de M. Challemel-Lacour qui refuse de rendre les devoirs à un brave soldat pour ne pas assister à une cérémonie religieuse, ou de Jules Favre qui se tient pendant une heure agenouillé et les mains jointes dans une église?

La réponse n'est pas une affaire de croyance, mais une question de bon sens.

### L'AFFAIRE ARNAUD SOUS SON VRAI JOUR.

La lumière commence à se faire sur ce déplorable incident. Les éclaircissements que l'on recueille tendent de plus en plus à lui enlever le caractère que l'esprit de parti et certaines rancunes particulières veulent lui attribuer.

Conformément à ce que nous avons dit de ce sujet, il devient de plus en plus certain que cet événement n'a eu aucun caractère politique, que ce n'est pas un assassinat prémédité, mais un meurtre qu'ont occasionné fortuitement un concours de circonstances malheureuses et fatales.

Depuis plusieurs mois, le gouvernement, et spécialement son délégué M. Challemel-Lacour, ne cessaient d'entretenir le public de cette opinion que toutes nos défaites n'étaient dues qu'à la trahison. Tout ce que M. Gambetta et son fondé de pouvoirs à Lyon ont vomi d'injures contre des maréchaux et de braves généraux ne peut se relire sans indignation. Mais ces calomnies outrageantes obtenaient le plus grand crédit sur la foule, où elles étaient propagées par le servilisme bas et cupide de certaines feuilles avides de scandale, telles que le *Petit Journal*. Il en résultait une surexcitation violente des masses populaires, dont la première explosion se manifesta d'une manière effrayante lors de l'arrestation du général Mazure ordonnée par le préfet. C'est à la présence seule de la partie calme de la garde nationale que l'on dut de ne pas voir terminer d'une manière sanglante cet épisode plus révoltant encore que le meurtre d'Arnaud. Il suffit d'avoir entendu les cris de mort jetés par la foule à ce vieux soldat, pour comprendre jusqu'à quel point sa vie fut mise en danger par l'inexorable mesure ordonnée par le préfet.

Cet état d'agitation, de soupçons, de craintes ne fit dès lors que s'accroître dans la foule, maintenu qu'il était par le pouvoir et par la presse.

Les esprits en étaient au paroxysme lorsque survint la malheureuse affaire de Nuits. Là se trouvaient nos deux légions mobilisées que l'on disait avoir été écharpées. On parlait de surprise, d'incurie de la part de nos chefs, de forces énormes déployées par l'ennemi.

De là, à croire à une trahison, la conséquence était toute naturelle, et en effet, si, comme le faisait croire maladroitement l'autorité, il eut été vrai que 6,000 Français, avec une batterie, eussent été aux prises avec 30,000 Allemands soutenus par 66 pièces de canons, les hommes les plus modérés auraient fait retomber sur le pouvoir la responsabilité d'une pareille faute militaire. On ne s'étonne pas dès lors qu'en plein

club Valentino on ait accepté cette opinion étrange qu'un complot avait été ourdi pour envoyer successivement à l'ennemi, et à une destruction inévitable, tous nos bataillons lyonnais. Pour quiconque connaît le peuple, il n'y a même pas à douter en cette circonstance de la bonne foi de l'orateur pas plus que de celle des assistants.

Cette idée bizarre obtint d'autant plus de crédit qu'en ce moment même les journaux faisaient observer que la ville de Lyon presque seule fournissait des hommes à la lutte contre l'ennemi.

Il n'est donc pas étonnant qu'ainsi égarée et mal informée, la masse populaire se soit laissée entraîner par des impressions violentes et exagérées. Mais alors qui doit-on accuser de cet état de choses, si ce ne sont ceux qui l'ont amené? En un mot, où sont ici les vrais coupables, ou de ceux qui sont trompés ou de ceux qui trompent sciemment?

Une nouvelle cause d'émotion qui s'ajoutait encore à celle-ci, était la convocation des deux dernières légions mobilisées et l'annonce prématurée du départ des hommes mariés. C'est ce qui explique la présence et l'intervention déplorable des femmes dans cette affaire.

Tel était, en somme, l'état des esprits à la Croix-Rousse dans la soirée du 21 et dans la matinée du 22 décembre.

Sous l'impression de ces sentiments, il fut décidé que l'on ferait une manifestation auprès du préfet pour s'opposer au départ des deux autres légions du Rhône. Et cette démarche devait avoir un caractère si peu illégal que l'on réclama la présence des chefs de bataillon de la garde nationale.

Le refus qui fut opposé par deux de ces derniers dut vivement indisposer les promoteurs du mouvement. Ils se rappelèrent, sans doute, la manifestation des drapeaux à laquelle avaient pris part des commandants de la garde nationale, et ils devaient se demander pourquoi le bataillon de Perrache, par exemple, aurait eu un privilège qui serait refusé à ceux de la Croix-Rousse. Les femmes, d'autre part, devaient se dire que la vie de leurs maris et de leurs enfants était chose plus grave et justifiait mieux une manifestation qu'une affaire de chiffon.

Ici se place l'incident d'Arnaud, et, s'il fallait admettre l'une des dernières versions qui nous ont été rapportées, la question prendrait un tout autre caractère, et ne serait pas sans compromettre la victime elle-même. Quoi qu'il en soit, il est certain que ce sont les deux coups de revolvers tirés par le malheureux Arnaud qui ont causé sa mort. Et en effet, l'autre commandant, qui avait également rejeté les demandes de la foule, ne courut pas risque de sa vie. A la suite de cette imprudence, Arnaud fut jugé et exécuté, comme on le sait, en vertu de cet usage d'outre-mer que l'on appelle la loi du Lynch.

Voilà ce qu'il y eut de triste dans cette échauffourée, c'est qu'elle ait causé la mort d'un homme.

Mais aussi pourquoi louer, outre mesure et à tout propos, les habitudes américaines? Pourquoi, au lieu de s'appliquer à instruire le peuple, à adoucir ses mœurs, pourquoi le laisser abrutir par ces récits de cours d'assises, ces romans ignobles où il n'est question que de sang et de meurtres? Pourquoi encore maintenant cette littérature de cannibales, où, sous prétexte de guerre, on cherche à faire du soldat un assassin et une bête féroce du citoyen qui défend son pays?

Il y a donc beaucoup à rabattre de la part réelle, effective, qui revient aux incriminés dans ce regrettable événement. Et, après plus ample examen, nous sommes loin d'approuver les réquisitoires déplacés dont certains de nos confrères, devant la voix des juges, poursuivent avec violence et partialité les malheureux compromis dans cette affaire.

Quant à nous, s'il doit y avoir encore du sang versé à ce propos, nous demandons, dès à présent, que lorsque nous aurons traversé la crise suprême que nous subissons, nous demandons que M. le préfet et son maître passent à leur tour en jugement pour rendre compte des maux qu'ils auront causé par leurs publications de fausses nouvelles et leur excitation perpétuelle à la haine des citoyens les uns contre les autres!

DÉMOPHILE.

### NOS ARCHIVES MUNICIPALES.

Il existe à l'Hôtel-de-Ville un dépôt précieux. Ce sont les documents historiques de nos annales. Les titres d'une cité qui, pendant cinq cents ans, avait tenu l'un des premiers rangs et n'avait jamais été primée par aucune autre ville française au point de vue du patrio-

tisme, de l'intelligence, du courage et de l'honnêteté.

Les archives, que l'ancienne municipalité avait logée dans une salle richement ornée, furent reléguées dans les combles par l'administration impériale, pour céder la place à nous ne savons plus quelle salle de danse officielle et quelle antichambre de valets et de courtisans.

La municipalité actuelle a tenu à honneur de marcher sur les traces du second Empire et a complété l'œuvre en supprimant le chargé de leur conservation, et cela par mesure d'économie.

Mais par compensation, le conseil municipal créait 173 officiers d'état-major et leur allouait une somme annuelle de cent vingt-six mille neuf cent francs. Un peu auparavant, Messieurs les conseillers municipaux s'étaient alloués à eux-mêmes cinq francs par séance, toujours, sans doute, pour motif d'économie.

Et voilà où nous en sommes en fait de zèle, d'intelligence et de dévouement!

## MITRAILLEUSES.

Les décorations ont plu sur nos première et deuxième légions mobilisées avec une prodigalité que l'on n'avait jamais vu, même sous le second empire, après la victoire de Solferino ou la prise de Malakoff. Seulement une chose qui nous afflige et nous humilie, c'est que dans cette surabondante moisson de croix de la Légion-d'Honneur, pas un seul légionnaire n'en a obtenue.

Il y a eu 22 promotions; elles sont toutes exclusivement en faveur d'officiers. 1 sous-officier et 10 caporaux et simples soldats ont bien été décorés, mais de la médaille militaire seulement. Il paraît que pas un d'entre eux n'a été « assez admirable » pour obtenir une distinction plus élevée. C'est bien triste pour nous qui ne sommes pas même caporal.

Il n'est plus étonnant que nous soyons toujours battus, si les officiers seuls valent quelque chose.

Maintenant, il y a peut-être une autre explication : la liste des récompenses a été dressée d'après les rapports adressés à MM. Gambetta et Challemel; or, ce sont les officiers qui dressent les rapports!... Mais chassons loin de nous ce soupçon fâcheux et importun.

Ce que l'on ne peut effacer, c'est la rédaction autocratique du décret. M<sup>r</sup> Gambetta s'exprime carrément en ces termes : « J'ai nommé au grade de chevalier de la Légion-d'Honneur... J'ai accordé la médaille militaire... »

Le moi reparait inévitablement dans tous les actes de ce petit monsieur; ce j'ai accordé est surtout adorable. N'est-il pas plaisant de voir un méchant avocat, qui ne sait pas même écrire en français, jouer au souverain absolu?

Trêve de plaisanteries! Sans parler du nombre exagéré de ces promotions et de leur distribution trop autocratique, nous espérons bien que ceux qui en ont été gratifiés comprendront que M. Gambetta n'a pas qualité pour accorder ces distinctions, et ils attendront, pour porter leurs décorations, qu'elles leur soient confirmées par un pouvoir mieux éclairé et plus légal.

Nous espérons aussi que les généraux Ulrich et d'Aurelles ne répondront pas à l'insolente assignation qui leur est faite par le même personnage. Le sentiment de leur propre dignité, le respect qu'ils doivent à l'honneur militaire, ne leur permettent pas d'obéir à de telles injonctions. S'ils jugent à propos de justifier leurs actes, ils n'iront certainement pas les soumettre au jugement ni au contrôle d'un pédant!

LÉGIION.

### Correspondance.

M. F. — Nous n'espérons pas que vous eussiez remarqué ces lignes modestes. *Guignol* est plus familier avec la critique qu'avec l'éloge; aussi nous ne nous en serions pas tenu à cela, si nous avions voulu répéter tout le bien que nous avons entendu dire de vous.

Un particulier. — Dis donc, cousin, c'est-y bien le mement de l'y chapoter le cotivet, à ce gone? Mais paraît que t'as été en classe: vrai, tu nous as une platine à n'en revendre quasiment à la mienne. Je perds pas ton papier, as pas peur. Je le mets de coin pour l'occasion.

M. X. — Nous continuerons nos études sur l'ancienne artillerie. A bientôt les anciennes mitrailleuses.

Le Gérant, VIBERT.



VUE DES FORTS DE NOISY ET DE ROMAINVILLE (prise des lignes ennemies).

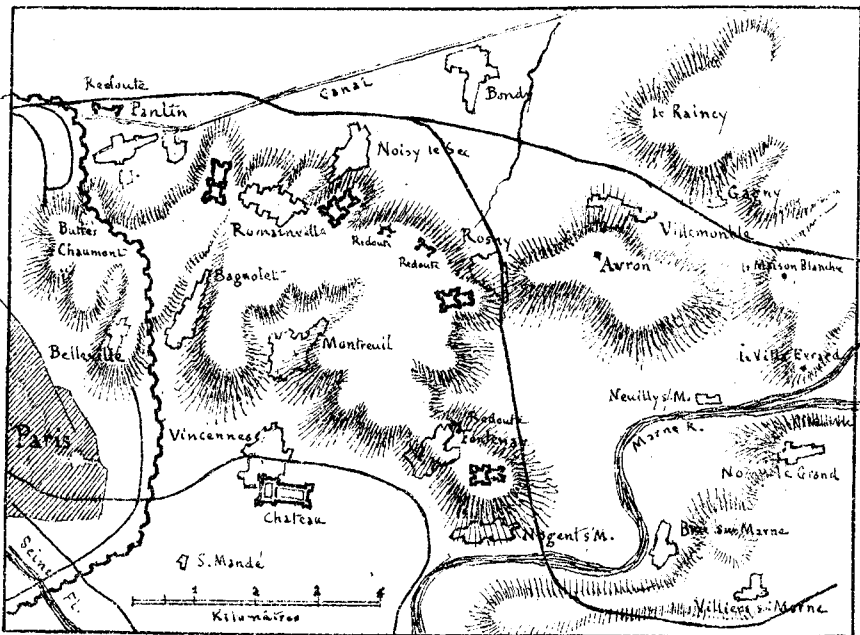
**L'Est de Paris.**

La gravité des événements qui s'accomplissent à Paris en ce moment, a fait chercher sur les cartes le nom d'Avron qui a si souvent été prononcé ces jours-ci, et bien peu de ces recherches ont été couronnées de succès.

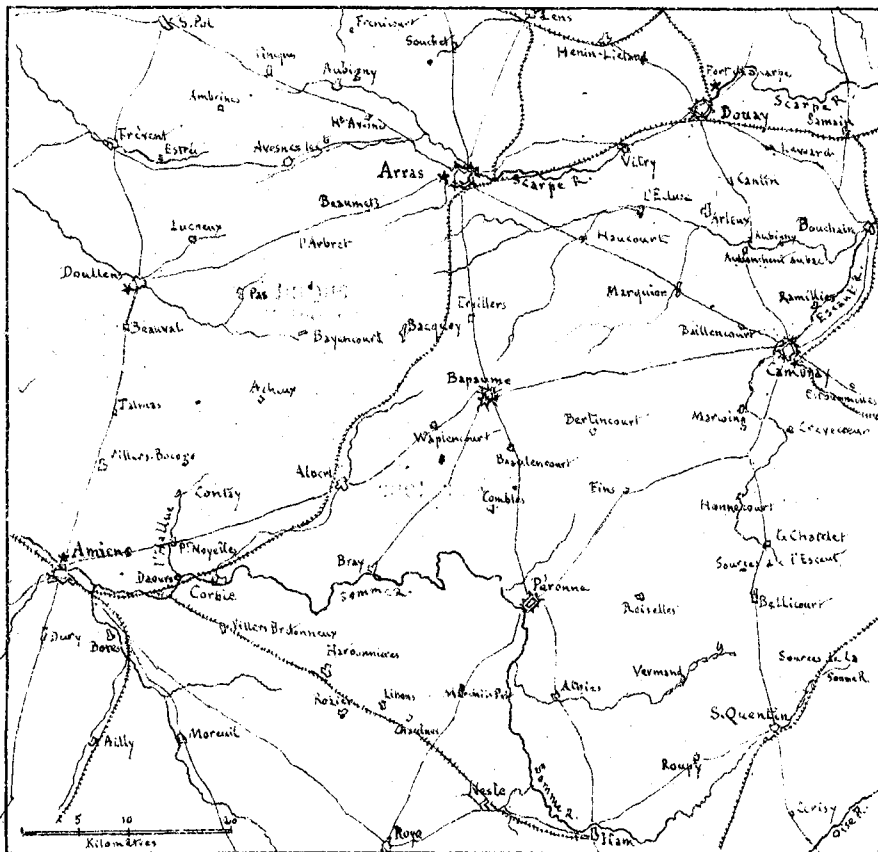
En effet, à part les personnes qui se sont munies de notre carte de l'état-major, aucun lecteur ne peut se rendre compte de la configuration du sol où se décident de si importantes actions. Les plans de Paris fortifié, qui ont été publiés en France à l'occasion de la guerre, sont généralement d'une exécution au-dessous du médiocre, incomplets au point de vue militaire, et nuls sous le rapport topographique. Ce qu'il y a de plus soigné en ce genre, la carte rééditée par Hachette, a le défaut essentiel de ne comprendre que le département de la Seine, tellement que les mouvements de terrain ne sont plus marqués au-delà de ses limites, ce qui produit l'effet le plus bizarre et le plus anormal. Il est impossible, à l'aide de ce plan, du reste très-agréable d'aspect, de suivre avec intelligence les derniers faits d'armes dont on s'occupe. Le nom d'Avron ne s'y trouve même pas.

Aussi, c'est en Allemagne que nous avons été forcés nous-mêmes de demander des plans militaires de Paris, pour suppléer à l'insuffisance de ceux qui existent en France. Près de vingt plans de Paris ont été, à notre connaissance, édités dans différentes villes d'Allemagne, à l'occasion de la guerre actuelle. Un grand nombre, quoique livrés à des prix médiocres, sont d'une très-belle exécution; la plupart sont d'une exactitude irréprochable, et quelques-uns renferment, sous un petit format, des indications toutes récentes, et que l'on ne trouverait que sur des plans spéciaux et à une grande échelle. On peut par là juger de la valeur de cette anecdote reproduite par les journaux, et d'après laquelle un officier bavarois se serait plaint de l'erreur calculée où on les aurait tenus à propos des forts détachés de Paris qui auraient manqué à leurs cartes. C'est une pure fable, et, jusqu'aux atlas scolaires, il n'est pas en Allemagne un plan de Paris où manquent les forts détachés.

C'est pour suppléer à cette disette de plans exacts que nous publions une carte topographique de l'est de Paris; nous y avons marqué, aussi soigneusement que le permettent nos moyens de reproduction, les mouvements de terrain. On voit que le théâtre des derniers engagements se divise en trois grandes masses de hauteurs. D'un côté, les hauteurs du Raincy, de la Maison-Blanche et de la villa Evrard; de l'autre, le plateau de Romainville qui commence à la Marne et se termine aux buttes Chaumont, et que défendent les quatre forts de l'Est. Entre ces deux positions est le fameux plateau d'Avron, position importante qui bat Romainville, Rosny et Nogent, et dont l'occupation par l'ennemi lui permet de tenter plus vivement l'attaque de ces forts.



CARTE DES PLATEAUX D'AVRON & DE ROMAINVILLE.



CARTE DU THÉÂTRE DE LA GUERRE (entre la Scarpe et la Somme).

**Vue des forts de Noisy & de Romainville.**

Pour compléter la connaissance de ces positions, nous donnons aussi une vue prise par le nord-est des avant-postes saxons. On y aperçoit d'abord à gauche, sur des positions élevées, le fort de Noisy, plus loin celui de Romainville, et enfin, au dernier plan, les faubourgs de Paris. Le poste s'est abrité dans une tranchée ou chemin creux, en arrière d'une villa incendiée, et quelques soldats passent en courant sur la route exposée au feu du fort. Enfin, sur les pentes rapides des glacis de Noisy sont éparpillées les tentes d'un camp de mobiles. Ce croquis fidèle a le mérite d'être la reproduction d'un dessin pris sur les lieux au commencement d'octobre dernier.

**Théâtre de la guerre dans le Nord.**

Une triple ligne de forteresses défend notre frontière du Nord. Ce sont d'abord, du côté qui nous occupe en ce moment, Lille, Douai, Bouchain et Valenciennes; Arras, Bapaume et Cambrai, et enfin Amiens, Péronne et Saint-Quentin. Par suite des événements, les rôles sont renversés: nous opérons comme des envahisseurs qui viendraient menacer Paris, tandis que les Allemands couvrent cette ville, nous attaquent et cherchent à nous refouler sur la frontière de la Belgique.

Au début des opérations, Manteuffel était déjà, par l'occupation de Saint-Quentin et de Ham, maître du cours supérieur de la Somme. La bataille d'Amiens lui livra, avec cette importante place, le cours moyen de cette rivière. Plus tard, la malheureuse affaire de l'Hallue lui a permis de poursuivre ses avantages. Il s'est porté rapidement, d'une part sur Péronne, dont la possession compléterait sa ligne sur la Somme et couvrirait Ham, exposé aux retours offensifs de nos troupes et déjà surpris une fois par elles. D'un autre côté, l'ennemi a marché sur Bapaume, où il viendrait d'être battu. Il ne faut pas trop se féliciter; car, à moins d'une complète défaite, il est certain que Manteuffel renouvellera son attaque. Il poursuit, en ce moment, l'occupation des lignes de la Scarpe, de la Censée et de l'Escaut. Un de ses détachements avait déjà tourné cette première rivière jusqu'à Souchet. Arras et Douai sont ses objectifs sur ce point. La Censée le conduirait à Bouchain, et lui permettrait d'appuyer par là son attaque directe menée sur Cambrai par Bapaume. La prise de ces deux villes le rendrait ainsi maître du cours de l'Escaut et d'une entreprise sur Valenciennes, en même temps que le succès de ses tentatives sur la Scarpe lui permettrait de menacer Lille.

Notre petite carte, contenant le cours de la Scarpe, de la Censée, de la Somme et de l'Escaut jusqu'à Bouchain, offre l'échiquier de la partie qui se joue entre notre brave Faidherbe et son adversaire. C'est un vaste champ de bataille, où toutes les villes comptent leurs lustres par les sièges qu'elles ont soutenus et où le moindre village est célèbre par quelque combat fameux. C'est, au nord, Lens, l'une des plus brillantes victoires du grand Condé; au nord-est de Bouchain, mais en dehors du cadre de la carte, Denain, où la France fut sauvée de l'invasion et se releva d'un seul coup de plusieurs années de délaies.

Il faudra ajouter à ces noms, ceux des combats de 1870 et 1871, de Villers, Dury et Pont-Noyelles, outre Contay et Daours, villages situés sur le ruisseau de l'Hallue, et bien d'autres que l'énergie de notre armée du Nord réserve encore à la fortune de la France.